



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau - Burkina-Faso, Sénégal et Inde - Conventions de financement - Autorisations de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis 2016 des projets de coopérations internationales ou décentralisées dans le domaine de l'eau, dans le cadre des dispositions de la loi OUDIN-SANTINI. Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable fixés par l'ONU en 2015.

Dans le cadre de cette politique, Montpellier Méditerranée Métropole a créé un fonds métropolitain de soutien à des projets internationaux de coopération et de solidarité. Ce fonds a pour but d'apporter, sous forme de subvention, une aide dans le champ de la solidarité internationale, de la coopération décentralisée et de l'aide au développement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil la mise en place de deux nouveaux projets et la modification d'un projet existant, dans 10 communes du sud du Burkina-Faso, dans la région de Tambacounda au Sénégal et à Pondichéry en Inde.

### **Projet d'appui à la maîtrise d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement dans dix communes du Burkina Faso**

En 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Secours Catholique ont signé une convention financière, visant à accompagner un partenaire local (Ocades Caritas Burkina) dans la réalisation d'un projet de renforcement des conditions d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans 10 communes du Burkina Faso.

Le planning d'activités a été réactualisé pour 2022 et 2023, afin notamment d'allonger le délai maximum de la présentation des demandes de paiement. Pour ce faire, il est proposé la signature d'un avenant de prolongation de la convention initiale.

### **Projet assainissement de base, eau et hygiène menstruelle pour la santé améliorée « SOUTOURA » dans la région de Tambacounda au Sénégal**

Nota : « Soutoura » signifie « dignité » en wolof.

Ce projet de coopération décentralisée consiste à améliorer l'accès à des services durables et inclusifs d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène dans les zones rurales autour de Tambacounda au Sénégal. La région de Tambacounda est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Très étendue, elle est située dans l'est du pays. Le chef-lieu régional est la Ville de Tambacounda. Tambacounda est géographiquement la plus grande des 11 régions du Sénégal, mais a une faible densité de population, son économie est plus pauvre que celle du reste du pays.

Plus précisément, il s'agit de :

- Objectif Spécifique 1 : améliorer l'accès à un assainissement amélioré durable pour les ménages et les établissements scolaires dans les Communes de Koar, Kothiary, Goumbayel et Bala (formant l'association intercommunale KKGB) via le renforcement du marché local de l'assainissement et le renforcement des capacités ;
- Objectif Spécifique 2 : améliorer la gestion de l'hygiène menstruelle des jeunes filles dans les établissements scolaires via une approche écologique et basée sur l'entrepreneuriat local.

Le projet est présenté par l'ONG le Gret et s'inscrit dans la continuité d'actions engagées par le Gret aux côtés de l'association intercommunale KKGB. Ils proposent l'organisation suivante :

- Porteur du projet : le Gret ;
- Maîtrise d'ouvrage : le Gret ;
- Maîtrise d'ouvrage locale : le Gret avec l'association intercommunale sénégalaise KKGB ;
- Partenaires locaux : l'association intercommunale KKGB. Les quatre communes du KKGB, regroupées sous l'association intercommunale, agiront en tant que maîtres d'ouvrage locaux des infrastructures et assureront la responsabilité des différentes actions, qu'elles qu'en soient les modalités. Elles apporteront, via le KKGB, un cofinancement des infrastructures et prendront en charge la maîtrise foncière publique des aménagements.

Le projet est prévu pour une durée de 6 mois, il débutera en décembre 2022 et se terminera en juin 2023.

Le projet est estimé à 80 000 € TTC. Il est proposé un financement à 100 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Gret.

### **Projet de coopération dans le domaine de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la biodiversité et de la gestion de l'eau à Pondichéry en Inde**

La Commune de Prades-le-Lez (porteur de projet et maître d'ouvrage) a répondu à un appel à manifestation d'intérêt, lancé par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de coopération avec la Ville de Pondichéry en Inde dans le domaine de la protection de l'environnement, de la sauvegarde de la biodiversité, et de la gestion de l'eau. Le projet a été retenu par le comité de sélection du programme et sera donc accompagné par le réseau régional multi acteur, Occitanie Coopération.

Soutenu par les autorités du gouvernement local, de l'éducation, la Ville de Pondichéry a développé une action de « *bien être environnemental* » dans le domaine de l'eau. Il s'agit de faire adopter par certaines écoles, dans un premier temps, des plans d'eau. Ces retenues d'eau sont restaurées et prises en charge pour une action globale et transversale d'amélioration urbaine, sociétale et culturelle. Elles vont aussi servir de laboratoires pour les écoles et pour le développement d'un programme d'études transdisciplinaires reliant les différentes matières scolaires autour et à partir de l'eau afin de mobiliser la jeunesse au soin et à la préservation de ces ressources.

Il s'agit concrètement de faire partir à Pondichéry un(e) volontaire en service civique pour travailler localement sur cette action puis en réciprocity, d'accueillir un(e) volontaire en service civique de Pondichéry pour travailler sur ces mêmes thématiques à Prades-le-Lez. Côté France, le tutorat de cette action sera assuré par Etablissement public territorial de bassin (EPTB) Lez – SYBLE. Le CIRAD pourrait également être intéressé.

Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour assurer une partie du financement de ce projet.

Le coût du total du projet est estimé à 24 970,03 € TTC, il est proposé le plan de financement suivant :

- 7 419,45 € : Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) ;
- 10 131,13 € : Agence du Service Civique ;
- 7 419,45 € : Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention financière avec la Commune de Prades-le-Lez

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Secours Catholique pour le projet au Burkina-Faso ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ONG le Gret pour le projet « *SOUTOURA* » au Sénégal ;
- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades-le-Lez pour le projet en Inde ;
- De dire que les crédits seront inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210769-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXE 1- 3M\_AVENANT SECOURS CATHOLIQUE.pdf
- ANNEXE 2 Convention SOUTOURA GRET 3M VF.pdf
- Convention\_3M\_PLL\_Pondichery.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.